



Guide pratique du

Volontaire En Mission Courte

-le Volontariat en Mission Solidaire – VMS

-le Volontariat d'Echanges et de Compétences - VEC

Christine BUFFE

Chargée du suivi administratif et social des volontaires

33 1 45 65 50 89

christine.buffe@ladcc.org

PARTIE I – SE PREPARER A PARTIR



I. La prévention médicale

A) Le bilan de santé et le certificat d'aptitude outre-mer

a) Le bilan de santé

La DCC demande à chaque futur volontaire d'effectuer un bilan de santé d'aptitude au départ (généraliste, dentiste, gynécologue...).

La DCC vous recommande une consultation en médecine des voyages.

Au cours de cette consultation sont abordés successivement : la préparation du voyage ; les risques encourus ; les vaccinations et pas uniquement la vaccination fièvre jaune ; les traitements en cours ; la prophylaxie contre le paludisme ; la constitution de l'indispensable trousse à pharmacie.

La consultation en médecine des voyages n'est pas remboursée par la Sécurité Sociale. Elle est financièrement à votre charge, à moins que votre mutuelle ne la rembourse.

La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

b) Le certificat d'aptitude outre-mer

Le médecin traitant délivre le certificat d'aptitude outre-mer.

Il s'agit d'une attestation sur l'honneur du médecin sur son papier à en-tête (ordonnance), déclarant vous avoir examiné et certifiant que votre état de santé est compatible avec un séjour outre-mer de longue durée, que votre carnet vaccinal est à jour et de non vulnérabilité particulière au Covid.

Exemple de certificat d'aptitude outre-mer : *Je soussigné(e), Dr -- déclare avoir examiné le -- M ou Mme --, né(e) le -- et certifie que son état de santé est compatible avec un séjour outre-mer de longue durée. Le carnet vaccinal est à jour et il n'y a pas de vulnérabilité particulière au Covid.*

La DCC n'accepte pas les certificats d'aptitude outre-mer établis par vous-même si vous êtes médecin ou établis par un médecin proche parent.

⇒ **Merci de l'adresser dès son obtention (scan lisible) à christine.buffe@ladcc.org**

A réception de votre certificat d'aptitude outre-mer, vous recevrez un Mél d'accusé de réception.

Si vous avez un suivi médical, une maladie ou un traitement, vous devez obligatoirement consulter le médecin qui suit votre pathologie pour organiser sereinement votre départ. Par ailleurs, la DCC tient à votre disposition une fiche technique pour vous aider dans votre réflexion, et notamment sur les précautions élémentaires à voir avec le médecin en cas de maladie / suivi ou traitement médical et de séjour à l'étranger. Ce médecin devra établir un descriptif de l'état de santé et du traitement. Il émettra un avis sur la compatibilité de la pathologie / du suivi / du traitement avec le pays de mission, le type de mission et sa durée. Ce document sera à remettre au médecin traitant, avec copie à christine.buffe@ladcc.org

En cas d'inaptitude médicale temporaire ou définitive, il est impératif de contacter au plus vite la DCC.

Si la DCC n'a pas obtenu le certificat d'aptitude outre-mer avant la date de votre départ en mission, il ne sera pas possible de donner suite à l'organisation de votre départ. Vous devrez retarder votre départ.

c) Les frais médicaux inhérents au dossier médical

Vous devez adresser les demandes de remboursement des frais médicaux liés au dossier médical directement à votre Caisse de Sécurité Sociale, puis à votre Mutuelle.

La DCC n'assure pas la prise en charge des frais médicaux occasionnés par la constitution du dossier médical, ni le ticket modérateur dans le cas où vous n'auriez pas de mutuelle.

B) Les vaccinations

La DCC vous recommande de vérifier la validité de vos vaccinations.

En fonction de votre pays d'affectation, des vaccinations peuvent être exigées, d'autres recommandées.

① N'attendez pas la dernière minute pour consulter. Il est important de prévoir les délais indispensables à la mise à jour de votre carnet de vaccinations. Certains vaccins sont incompatibles entre eux, d'autres nécessitent plusieurs injections.

4

a) Les centres de vaccination

Le médecin traitant est habilité à pratiquer toutes les vaccinations.

① La fièvre jaune est pratiquée uniquement dans un Centre de Vaccinations Internationales (CVI). La vaccination contre la fièvre jaune doit figurer sur un carnet de type international.

Les CVI sont également habilités à faire toutes les vaccinations.

b) Le remboursement des vaccins

1^{er} cas : Les vaccins sont remboursables par la caisse de sécurité sociale.

La liste des vaccins pris en charge par l'Assurance Maladie est fixée par arrêté ministériel. Vous trouverez la liste sur ameli.fr

⇒ Vous adressez vos demandes de remboursement à votre caisse de sécurité sociale.

2^{ème} cas : Les vaccins ne sont pas remboursables par la caisse de sécurité sociale.

Ils sont à votre charge.

⇒ Si votre complémentaire santé (mutuelle) les rembourse, adressez-lui vos demandes de remboursement.

La DCC n'assure pas la prise en charge des vaccins, ni le ticket modérateur dans le cas où vous n'auriez pas de mutuelle.

C) Le paludisme

a) La prévention du paludisme

Le paludisme est une maladie largement répandue. Aucun vaccin n'étant encore disponible, des médicaments doivent être pris à titre préventif.

Le conseil supérieur d'hygiène publique de France a émis des recommandations pour les voyageurs :

<https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/voyage/documents/magazines-revues/bulletin-epidemiologique-hebdomadaire-21-mai-2019-n-hors-serie-recommandations-sanitaires-pour-les-voyageurs-2019>

Les antipaludéens peuvent être pris pendant toute la durée de la mission.

① Note sur le Lariam. Nous vous mettons en garde contre l'utilisation du Lariam comme méthode de prévention du paludisme. Il ne peut être utilisé que dans le traitement curatif. Il peut être utilisé en traitement préventif du paludisme résistant aux autres antipaludiques, ou dans certains pays, dont la liste est revue chaque année par l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

b) Le remboursement des médicaments antipaludéens

Votre Caisse de Sécurité Sociale ne rembourse pas les médicaments antipaludéens.

Pour la doxycycline : il s'agit d'un antibiotique qui est utilisé dans la prophylaxie du paludisme. Votre Caisse de Sécurité Sociale la prend en charge à 60% si elle n'ait pas été prescrite dans l'indication de la prévention du paludisme.

Faites jouer la concurrence : d'une pharmacie à l'autre les prix peuvent aller du simple au triple ! Il existe également des génériques.

Si votre complémentaire santé (mutuelle) les rembourse, adressez-lui vos demandes de remboursement.

La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

II. Les formalités administratives avant de partir

A) L'extrait de casier judiciaire

La DCC vous demande un extrait de casier judiciaire « Bulletin n°3 ».

La demande se fait en 3 clics via le site <https://www.service-public.fr> et vous le recevez par Mél.

Le volontaire envoie l'extrait de casier judiciaire « Bulletin n°3 » à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC.

Tout départ en volontariat est conditionné par l'obtention de ce document.

B) Les impôts

⇒ Conserver en France votre foyer fiscal c'est-à-dire une adresse en France.

Vous avez intérêt à conserver en France votre foyer fiscal et à faire chaque année de votre mission une déclaration d'impôts en ligne sur le site www.impots.gouv.fr, même si vous ne percevez aucun revenu. En effet, si à votre retour vous souhaitez bénéficier de certaines aides ou prêts, il vous sera demandé des avis d'imposition ou de non-imposition que vous ne pourrez pas obtenir rétroactivement.

⇒ Chaque foyer fiscal étant un cas particulier, n'hésitez pas à consulter le centre des impôts de votre domicile.

C) Les assurances

Il est impératif d'être affilié à l'une des assurances mentionnées ci-dessous, en fonction de votre situation, afin d'être couvert pendant toute la durée de la mission.

La souscription doit être effectuée minimum 78 heures avant la date de départ. Il convient d'attendre que les dates de mission soient confirmées et approuvées par la DCC.

1-Le/la volontaire âgé(e) de moins de 65 ans souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de Chapka Assurances : Chapka « Cap Volontariat »

[Assurance volontaire | Chapka Assurances \(chapkadirect.fr\)](http://chapkadirect.fr)

2-Le/la volontaire âgé(e) de 65 ans et plus et partant sur une mission de moins de 90 jours, souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de Chapka Assurances : Chapka « Cap Assistance 24h/24 »

[Assurance rapatriement | Chapka Assurances \(chapkadirect.fr\)](http://chapkadirect.fr)

Il est de fait important que la mission fasse moins de 90 jours.

3-Le/la volontaire âgé(e) de 65 ans et plus et partant sur une mission de plus de 90 jours, souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de AVI INTERNATIONAL : ASSURANCE MARCO POLO TOUR DU MONDE

[Assurance tour du monde par AVI International \(avi-international.com\)](http://avi-international.com)

Vous devez envoyer à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires une copie de l'attestation d'assurance à la DCC.

Le coût de ces assurances est financièrement pris en charge par la DCC. La DCC vous en remboursera le coût correspondant à la durée de la mission sur présentation de la facture et d'un relevé d'identité bancaire.

6

D) La CAF : ne verse pas d'allocation aux français se trouvant à l'étranger.

Si vous êtes allocataire, il faut prévenir la CAF de votre changement de situation (départ à l'étranger). Le versement de la dernière allocation ne doit pas chevaucher le début de votre MS.

E) Les assurances : résilier les contrats inutiles.

Cas particulier de l'assurance automobile :

Si vous laissez une voiture en France, pensez à l'assurer au régime minimum avec possibilité de l'assurer en cas d'usage. Parlez-en avec votre assureur.

Si vous n'avez plus de voiture, vous pouvez résilier votre assurance. Demander à votre assureur un certificat de votre bonus d'assurance automobile, pour souscrire une nouvelle assurance auto avec le même bonus ou équivalent, à votre retour.

❗ Les assureurs considèrent comme conducteurs novices les personnes qui n'ont pas été personnellement assurées au cours des 3 années précédentes et appliquent une surprime.

Pour y remédier, vous pouvez être inscrit sur l'assurance d'une tierce personne en conducteur supplémentaire pendant le temps de votre mission.

F) Les abonnements : résilier les contrats inutiles.

Le logement : s'applique le délai de préavis stipulé dans le contrat de bail.

Le fait de partir en volontariat n'est pas considéré comme une mutation professionnelle. Il peut y avoir éventuellement des tolérances de la part du propriétaire.

Depuis la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) et la loi n°2015-990 du 6 août 2015 (loi Macron), le délai de préavis peut être réduit à 1 mois si votre logement est situé en zone tendue. La liste des agglomérations concernées figure en annexe du décret n° 2013-392 du 10 mai 2013.

❗ Il est souvent stipulé dans le contrat de bail que la sous location n'est pas possible ou que le logement doit être occupé au moins 6 mois par an.

G) Le compte bancaire

Vous devez informer votre banque de votre départ à l'étranger :

⇒ Pour organiser votre vie bancaire, sinon votre carte bleue risque d'être bloquée en cas de constat de débits répétés à l'étranger et suspicion de fraude.

Assurez-vous que :

- Votre carte sera acceptée dans le pays de destination,
- Qu'elle ne viendra pas à expiration durant votre séjour (demandez au besoin un renouvellement anticipé),
- Que les plafonds de retrait et de paiement seront suffisants ; dans le cas contraire, demandez un relèvement temporaire de ces plafonds,

- Que vous aurez assez d'argent sur le compte pour les opérations qui passeront pendant votre absence (prélèvements, chèques...) et pour vos dépenses pendant votre mission
- Renseignez-vous auprès de la banque émettrice de votre carte sur les frais prélevés par transaction pour votre pays de mission.

⇒ Pour remplir certaines obligations légales et être informé des conséquences de la réglementation sur vos comptes et placements.

H) Le Permis de conduire international

Si vous êtes amené à conduire pendant votre mission, il est conseillé de faire une demande de permis de conduire international, suffisamment tôt avant le départ car le délai de délivrance est variable.

Renseignez-vous auprès de la préfecture de votre département de résidence sur la procédure à suivre car elle varie selon les départements. Une fois à l'étranger, vous ne pourrez pas le demander à l'ambassade ou au consulat français

Le permis de conduire international est gratuit et valable pendant 3 ans. Il n'est valable à l'étranger qu'accompagné de votre permis de conduire français.

Il autorise la conduite des mêmes catégories de véhicules (auto, moto...) que celles de votre permis français.

I) Le Pôle Emploi

Actuellement, les allocations chômage sont versées jusqu'à leur épuisement.

A votre retour de mission, votre situation sera réexaminée lors de votre réinscription sur la liste des demandeurs d'emploi.

Le versement de vos allocations pourra être repris ¹si vous n'avez pas épuisé la totalité de vos droits, ²s'il vous reste un reliquat de droits, ³si vous n'êtes pas déchu de vos droits. La reprise d'un droit ne peut intervenir après le terme du délai de déchéance. La durée de ce délai correspond à la durée des droits ouverts, déterminés lors de votre admission ou de la réadmission augmentée de 3 ans. Ainsi la durée maximale du délai de déchéance varie en fonction de votre âge, de la durée d'indemnisation.

Nous vous recommandons de voir la question directement auprès de Pôle Emploi.

Si vous étiez salarié : il faut s'inscrire au Pôle Emploi pour ouvrir des droits éventuels.

Si vous êtes déjà inscrit à Pôle Emploi : vous devez informer Pôle Emploi de votre départ à l'étranger quelques jours avant le départ pour suspendre votre inscription et vos droits le temps de la mission.

❗ Le versement de votre dernière allocation chômage ne doit pas chevaucher le début de votre engagement de volontariat en mission courte.

Par exemple, si vous partez le 15 septembre, vous percevrez votre allocation chômage jusqu'au 14 septembre.

J) Les fonctionnaires ou assimilés fonctionnaires

Vous devez :

-demander à votre administration de tutelle une mise en disponibilité pour convenance personnelle.

-envoyer copie de votre arrêté de mise en disponibilité à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires.

La durée de votre disponibilité doit à minima correspondre à celle de l'engagement de volontariat en mission courte.

III. LISTE DES CHOSES A FAIRE AVANT DE PARTIR

☐ LES DOCUMENTS A ENVOYER A LA DCC

- ✓ L'extrait casier judiciaire Extrait de casier judiciaire B3
- ✓ Le certificat médical d'aptitude avec un séjour outre-mer de longue durée avec mention du carnet vaccinal à jour et de la non vulnérabilité particulière au Covid19
- ✓ La fiche Volontaire et l'Attestation de situation professionnelle
- ✓ Les documents suivants : RIB CNI/passeport
- ✓ Ma date de départ – de retour

8

☐ LES DEMARCHES A FAIRE

- ✓ Prévenir la DCC en cas de suivi médical, maladie, traitement particulier, Affection Longue Durée
- ✓ Conserver en France le foyer fiscal
- ✓ Prévenir la CAF
- ✓ Prévenir la banque
- ✓ Prévenir l'employeur, Pole Emploi, l'administration de tutelle
- ✓ Résilier les abonnements inutiles
- ✓ Résilier le contrat de bail

☐ ET PUIS

- ✓ Un passeport d'une durée de validité de plus de six mois
- ✓ Si nécessaire, un visa auprès de l'ambassade ou du consulat du pays de mission
- ✓ Un billet d'avion
- ✓ Le permis de conduire international, si nécessaire
- ✓ Les ordonnances, traitements habituels et anti paludéens
- ✓ Bagage avec le poids autorisé

☐ CLE USB DE LA DCC - CLOUD

- ✓ Extrait de casier judiciaire, extrait de naissance ;
- ✓ Papiers d'identité (permis de conduire international + permis français, livret de famille pour les départs avec enfants, certificats, carnet de vaccinations à jour)
- ✓ Diplômes ;
- ✓ Des photos d'identité récentes en nombre ;
- ✓ Des timbres français pour remettre du courrier à des français de passage !

Liste non exhaustive

PARTIE II – VIVRE SA MISSION



1. Prêt au départ

A) Passeport et visa

Passeport : il faut avoir un passeport en cours de validité pendant le temps de la mission et 6 mois après (pour des questions de visa).

Visa : informez-vous auprès de l'Ambassade du pays de mission sur la nécessité d'un visa d'entrée. Dans la plupart des pays, vous entrerez avec un visa de tourisme et vous établirez sur place une carte de séjour.

Vous avez la possibilité de passer par VISAS SERVICE - www.visasservice.fr ; ACTION VISAS - www.action-visas.com ; VISAS EXPRESS - www.visas-express.fr

10

Les frais de passeport ou de visa sont financièrement à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

B) La date de départ

En principe, vous devez respecter un délai de 8 jours entre le dernier jour du stage de préparation au départ et votre date de départ en mission. Un échéancier des dates de départ possibles vous a été envoyé. Vous devez le respecter.

La date de départ doit être prise en accord avec le partenaire local et doit être validée par la Chargée du suivi administratif et sociale des volontaires.

Elle doit se situer dans le mois de la date de début de l'engagement de volontariat en mission courte.

C) La date de retour

Il est nécessaire que la date de retour corresponde à la durée d'engagement spécifiée pour chaque type de volontariat :

- le Volontariat en Mission Solidaire dure de 3 à 6 mois, implique une mission sur le terrain, et ne peut être ni prolongé, ni renouvelé ;

- le Volontariat d'Echanges et de Compétences dure de 1 à 6 mois, peut être effectuée sur le terrain ou à distance, et peut être renouvelé.

Par conséquent, il est impératif que vous fixiez votre date de retour avant la fin de votre engagement de mission courte.

D) Le billet d'avion

Le billet d'avion aller/retour est financièrement à la charge du volontaire. La DCC n'en assure pas la prise en charge financière.

2. A l'arrivée

A) L'inscription consulaire

Procédez à votre inscription consulaire en ligne pour être enregistré auprès des Français établis hors de France (scan du passeport, justificatif de résidence dans la circonscription consulaire, photo d'identité et acte de naissance).

Cette inscription vous offrira plusieurs avantages, tels que la reconnaissance de votre nationalité en cas d'évacuation sanitaire ou sécuritaire, ou d'élections ; l'accès à des informations officielles des autorités françaises et la possibilité de participer à des journées de sensibilisation dans certains pays.

① Cette formalité est obligatoire : elle permet d'établir votre présence dans le pays et d'avoir vos coordonnées sur place, notamment en cas de situation d'urgence ou de crise de guerre ou d'émeute. En cas de rapatriement sécuritaire par les autorités militaires, vos coordonnées seront facilement accessibles.

Pour les volontaires de nationalité autre que française, il faut vous inscrire à votre Consulat national, lorsque cela est possible.

B) La fiche Renseignements Terrain

Une fois que vous vous êtes inscrit, vous devrez retourner votre fiche de renseignements terrain à la DCC.

11

C) Le fil d'Ariane

Les volontaires doivent aussi (notamment dans leurs déplacements régionaux) utiliser les services du fil d'Ariane <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane> afin de signaler un déplacement dans un autre pays ou dans le temps qui court entre leur arrivée et leur inscription au consulat (c'est pratique aussi pour les volontaires non ressortissants français car ils peuvent s'y inscrire sans condition de nationalité !). Ariane vous permet, lorsque vous effectuez un voyage ou une mission ponctuelle, de vous signaler gratuitement et facilement auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle ne se substitue pas à l'inscription au registre des Français établis hors de France dès lors que le temps de séjour est supérieur à 6 mois.

C'est très simple à utiliser :

Vous créez votre compte

Vous enregistrez les caractéristiques de votre voyage en précisant :

Les dates de votre séjour

Que vous êtes en mission ONG en indiquant la DCC

Vos coordonnées françaises et celles de votre mobile local.

Ainsi si un problème survient vous serez contacté.

D) En cas d'urgence sanitaire ou sécuritaire :

une ligne directe + 33 1 45 65 91 70 et un Mél dédiés à la DCC securite@ladcc.org

E) En cas de signalement d'abus sexuels ou de maltraitance :

une ligne directe + 33 1 45 65 91 70 et un Mél dédiés à la DCC signalement@ladcc.org

3. Le cadre de la mission

A) La prise en charge sur place par le partenaire local

Le logement et, selon les cas, la nourriture, sont pris en charge par le partenaire local qui accueille (ou le cas échéant par le partenaire d'envoi).

Le volontaire ne perçoit pas d'indemnité.

B) Le cadre : l'engagement de Volontariat en Mission Courte

a) Les signataires : un Engagement de volontariat en mission courte est signé entre la DCC et le volontaire.

En parallèle, un Accord pour l'envoi de volontaire en mission courte est signé entre la DCC et le partenaire local, et le partenaire d'envoi le cas échéant.

La DCC est votre organisme d'envoi, elle vous accompagne et vous suit tout au long de votre mission. Vous êtes tenu de vous informer sur l'identité du chargé de mission de la DCC de votre pays et d'établir un contact avec lui. En l'absence de chargé de mission, le Service Relations Partenaires et Volontaires assure ce suivi directement via les chargés de zone.

Si vous avez des questions sur votre poste, sur les relations avec le partenaire local, ou encore sur les conditions de vie, veuillez-vous adresser à la DCC plutôt qu'au Service de Coopération et d'Action Culturelle (si les choses ne peuvent se solutionner sur place).

En effet, la DCC assure la supervision de votre affectation. Bien que la mission soit connue des autorités françaises puisque la DCC a eu leur accord sur toutes les missions, il est de la responsabilité commune (DCC et volontaire) de gérer les éventuels problèmes rencontrés.

b) La durée de l'engagement de volontariat en mission courte

L'engagement de volontariat en mission courte est conclu pour une certaine durée.

- le Volontariat en Mission Solidaire - 3 à 6 mois, ni prolongeable ni renouvelable ;
- le Volontariat d'Echanges et de Compétences - 1 à 6 mois, renouvelable.

C) Les congés annuels

Le volontaire bénéficie au minimum de 2 jours de congés par mois de mission, au prorata du temps passé en mission.

Les jours de congés doivent être pris en accord avec le partenaire local.

Vous devez informer dans un délai raisonnable, la DCC des congés passés en dehors du pays de mission. Pour des raisons sanitaires majeures (COVID, épidémie...) ou sécuritaires, la DCC se réserve la possibilité de refuser cette autorisation.

D) Les rapports d'activité

La DCC vous demande de faire le point et de rendre compte de votre expérience avec :

- Un rapport à 3 mois de mission ;
- Un rapport de fin de mission pour faire le point et rendre compte de votre expérience.

E) Le rapatriement

a) Le rapatriement sécuritaire : les volontaires doivent se conformer aux directives des autorités françaises. Si nécessaire, une décision pourra être prise en consultation avec le partenaire local et la DCC.

b) L'expulsion : en cas de participation notoire aux affaires politiques intérieures du pays ou d'actes délictueux (vol, drogue...).

c) Le rapatriement sanitaire : si le volontaire rencontre des problèmes de santé ou décède, un rapatriement sanitaire peut être décidé selon les garanties du contrat d'assistance souscrit. Dans certaines circonstances, la DCC peut se réserver le droit de demander au volontaire de rentrer en raison de problèmes de santé.

F) La rupture de l'engagement de volontariat en mission courte

Il est important de prendre en considération les répercussions d'une rupture de l'engagement de volontariat en mission courte.

⇒ Pour le partenaire local, l'engagement est conclu pour une durée initiale et répond à un besoin spécifique.

Quelles sont les conséquences pour le projet local en cas de rupture ?

⇒ Il est également difficile pour le volontaire de surmonter le sentiment d'échec personnel associé à la rupture.

4. La protection sociale

A. L'assurance

Il est impératif d'être affilié à l'une des assurances mentionnées ci-dessous afin d'être couvert pendant toute la durée de la mission. La DCC vous a indiqué quelle assurance souscrire en fonction de votre âge et de la durée de votre mission :

1-Le/la volontaire âgé(e) de moins de 65 ans souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de Chapka Assurances : Chapka « Cap Volontariat »

[Assurance volontaire | Chapka Assurances \(chapkadirect.fr\)](https://chapkadirect.fr)

2-Le/la volontaire âgé(e) de 65 ans et plus et partant sur une mission de moins de 90 jours, souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de Chapka Assurances : Chapka « Cap Assistance 24h/24 »

[Assurance rapatriement | Chapka Assurances \(chapkadirect.fr\)](https://chapkadirect.fr)

3-Le/la volontaire âgé(e) de 65 ans et plus et partant sur une mission de plus de 90 jours, souscrit au plus tard 78h avant la date de départ les assurances auprès de AVI INTERNATIONAL : ASSURANCE MARCO POLO TOUR DU MONDE

[Assurance tour du monde par AVI International \(avi-international.com\)](https://avi-international.com)

B. La couverture

Vous devez vous reporter sur les garanties du contrat souscrit.

a) En cas de soins médicaux ou d'hospitalisation

Si vous avez besoin de soins médicaux ou d'être hospitalisé, il est important de se reporter aux garanties l'assurance souscrite et de suivre ses consignes.

b) Le rapatriement sanitaire

Si vous rencontrez des problèmes de santé pendant votre mission, vous pouvez bénéficier d'une assistance :

-Pour Chapka, vous devez contacter EUROP ASSISTANCE.

-Pour AVI Marco Polo, vous devez contacter AXA ASSISTANCE.

Il est nécessaire de se référer aux garanties de l'assurance souscrite et de suivre les indications données par l'assisteuse.

① A votre arrivée dans le pays de mission, il est vivement recommandé de communiquer à votre entourage sur place le nom et les coordonnées de l'assistance.

En cas de problème de santé pendant la mission, la DCC se chargera en cas de besoin de faire le lien avec l'assistance.

PARTIE III – PREPARER SON RETOUR



1. LES FORMALITES ADMINISTRATIVES

Pour votre information, voici quelques éléments sur les démarches à effectuer ...

A) Avant de quitter votre pays de mission

= il est important de procéder à quelques formalités administratives afin de faciliter votre retour en France :

a) La radiation de l'immatriculation consulaire

- Demander votre radiation du registre des Français établis hors de France et avant le 31/12 s'il y a des élections en France l'année suivante. Les services de votre consulat vous renseigneront sur l'ensemble des formalités à accomplir. Un certificat de radiation vous sera délivré par le consulat.
- Demander votre radiation de la liste électorale consulaire. C'est un préalable essentiel à votre future inscription sur les listes électorales de votre nouvelle commune de résidence en France. De retour en France, n'oubliez pas de vous inscrire sur les listes électorales de votre nouvelle commune pour pouvoir voter lors des prochaines élections.

b) La voiture

Si vous avez conduit une voiture durant votre mission, il est conseillé de solliciter votre assureur pour obtenir un relevé d'information ou une attestation d'assurance. Cela vous permettra d'éviter d'être classé comme un « jeune conducteur » à votre retour en France.

B) Au retour

a) Téléphonnez à la Chargée du suivi administratif et social des volontaires de la DCC

Lorsque vous rentrez, il est primordial de prendre contact par téléphone avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires, qui vous fera parvenir par Mél une attestation d'accomplissement de mission. Celle-ci atteste de votre période de mission.

b) La banque

Si vous aviez signalé à votre banque votre départ à l'étranger, n'oubliez pas de l'informer de votre retour et éventuellement de lui fournir vos nouvelles coordonnées.

c) Les impôts

Nous vous invitons à vous rapprocher de l'administration fiscale, notamment si vous avez fait lors de votre départ des démarches, pour signaler votre retour en France.

Veuillez noter que la DCC ne procède à aucune démarche ou déclaration auprès de l'administration fiscale.

d) Le bilan médical

La DCC vous encourage vivement à effectuer un bilan médical à votre retour, surtout si vous avez rencontrés des problèmes de santé au cours de votre mission.

En cas de fièvre, il faut consulter immédiatement.

2. LES AIDES FINANCIERES GENERALES GEREES PAR LA CAF

Nous vous recommandons de contacter la CAF www.caf.fr de votre domicile dès votre retour de mission afin de lui signaler toute évolution professionnelle ou familiale. Il est important de vous assurer que vous êtes bien enregistré et de faire une déclaration de votre situation pour bénéficier des différentes aides, telles que le Revenu de Solidarité Active (RSA) pour les personnes sans

ressources, la prime d'activité pour les travailleurs modestes, et d'autres aides proposées par la CAF pour les familles, le logement et la lutte contre la précarité.

3. L'ACCOMPAGNEMENT AU RETOUR

La DCC offre un programme d'accompagnement aux les volontaires de retour comprenant :

A. Un appui à la réinsertion sociale et professionnelle

avec la Chargée du suivi administratif et social des volontaires

B. Une prise de contact avec le chargé de mission

C. Un rapport de fin de mission adressé par Mél à votre retour.

Nous encourageons chaque volontaire à faire un bilan personnel de son temps de volontariat (mission confiée, conditions dans lesquelles elle a été remplie, avenir du poste). Grâce aux partenaires et aux chargés de mission, nous cernons le poste et son impact, mais c'est vous qui le connaissez le mieux !

D. Des sessions « Revenir » pour tous les volontaires

Temps de retrouvailles avec les autres volontaires de retour, temps de partage et de relecture de votre période de volontariat, temps de débriefing, important pour vous, mais aussi nous permettant de mieux connaître les postes. Cette session fait partie intégrante de votre projet de volontariat et de notre partenariat.

Vous recevrez une invitation de la part du Service Recrutement et Formation.

E. Une aide à la recherche d'emploi

En outre, la DCC organise des sessions d'une journée, le lendemain des sessions « Revenir » (le lundi). Animées par d'anciens volontaires, professionnels du recrutement, ces sessions ont été bâties afin de vous aider à valoriser votre volontariat dans le cadre de la recherche d'emploi, à définir votre projet professionnel et à vous guider dans vos démarches.

Vous recevrez par Mél une invitation de la part du Service Recrutement et Formation (inscription en ligne).

Le réseau des volontaires de retour est aussi un appui.

F. Une retraite spirituelle

pour vous donner de réfléchir à votre expérience de manière spirituelle. Temps de relecture spirituelle de votre période de volontariat, elle invite ceux qui souhaitent prendre du temps pour approfondir ce qu'ils ont vécu pendant ces mois de mission. Il n'est pas nécessaire d'être assuré dans sa foi pour s'y trouver bien.

G. Un temps « par pays » au stage Partir

Si vous êtes disponible pour rencontrer les futurs volontaires lors de notre stage Partir, n'hésitez pas à contacter le Service Recrutement et Formation.

H. Un réseau DCC animé dans chaque diocèse, par des volontaires DCC de retour en France et en Belgique.

Lieu d'échanges, de convivialité, il peut vous accueillir dans une nouvelle région, vous aider à vous faire un réseau, vous proposer des coups de main... Il fait la promotion du volontariat DCC, par des témoignages, des animations....

Pour contacter le délégué de votre diocèse, consultez la carte de notre réseau sur le site de la DCC.

La DCC a aussi besoin de vous pour faire connaître le volontariat. Vous pouvez devenir ambassadeur de la DCC en déposant des dépliants, des affiches dans votre paroisse, votre association, votre entreprise...

Enfin, vous pouvez devenir adhérent de la DCC ! Rendez-vous sur le site ladcc.org

ANNEXE 1 : CHAPKA CAP VOLONTARIAT GARANTIES A TITRE INDICATIF



TABLEAU DES GARANTIES CAP VOLONTARIAT

FRAIS MÉDICAUX & HOSPITALISATION

PLAFONDS & FRANCHISES

Dépenses occasionnées par suite d'une maladie inopinée, d'une maternité, ou d'un accident uniquement et selon les conditions décrites sur la notice d'information (entente préalable, exclusions, limites, coût conforme aux pratiques locales et justifié...)

FRAIS D'HOSPITALISATION

Frais de séjour, honoraires, autres frais médicaux, transport en ambulance

Illimités
Prise en charge au 1^{er} euro, 100% des frais réels, sans franchise

Exclusif : Indemnité journalière versée à l'assurée

30 € par jour d'hospitalisation du 6^{ème} au 10^{ème} jour consécutif d'hospitalisation et une fois pendant la validité de l'adhésion

Maternité : Soins relatifs à la grossesse, accouchement par voie basse ou césarienne

75% des frais réels et dans la limite de 10 000 € pour la durée de l'adhésion

Dans le pays de Domicile sur la base du remboursement de la sécurité sociale) Maxi

1 000 000 €

MÉDECINE DE VILLE HORS HOSPITALISATION (MALADIE INOPINÉE OU ACCIDENT)

Consultations médicales, visites médicales, auxiliaires médicaux (hors kinésithérapie), analyses médicales, actes techniques médicaux, imagerie médicale, médicaments (sauf vaccins, moyens de contraception)

Illimités
Prise en charge au 1^{er} euro, 100% des frais réels, sans franchise

Dans le pays de Domicile sur la base du remboursement de la sécurité sociale)

15 000 €

Kinésithérapie (sur prescription médicale)

75% des frais réels et 10 séances pour la durée de l'adhésion

FRAIS DENTAIRES D'URGENCE

Pansements, obturation, dévitalisation ou extraction

- SI LES FRAIS SONT CONSÉCUTIFS À UN ACCIDENT :
100% des frais réels et de 440 € par dent avec un maximum de 1 300 € par sinistre.

- DANS LES AUTRES CAS :
100% des frais réels et de 500 € par an

OPTIQUE UNIQUEMENT EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL UNIQUEMENT

Monture, verres, lentilles

100% des frais réel et de 200 € pour la durée de l'adhésion

ASSISTANCE 24H/24	PLAFONDS & FRANCHISES
ASSISTANCE AUX PERSONNES EN CAS DE MALADIE, DE BLESSURE OU DE DÉCÈS	
Transport/Rapatriement	Frais réels
Retour des accompagnants et prise en charge des frais de séjour	Billet Retour et 50 € par nuit (maximum 500 €)
Présence hospitalisation	Billet AR et 50 € par nuit (maximum 500 €)
Prolongation de séjour de l'Assuré	Billet retour et 50 € par nuit (maximum 500 €) En cas de suspicion ou de Maladie avérée, en vue d'éviter un risque de propagation dans un Contexte Épidémique ou pandémique et sur décision des médecins d'Europ Assistance : durée étendue à 14 nuits et pour le Costa Rica pour un montant total maximal de 2 000 €.
Retour anticipé en cas d'hospitalisation ou de décès d'un membre de la famille	Billet Aller / Retour
Transport de corps	Frais réels
Frais de cercueil ou d'urne	2 000 €
ASSISTANCE VOYAGE (PENDANT LE VOYAGE)	
Avance de la caution pénale à l'étranger	7 500 €
Prise en charge des honoraires d'avocats à l'étranger	3 000 €
Frais de recherche et de secours en mer et en montagne	5 000 € / personne et 25 000 € / événement
Transmission de messages urgents (depuis l'étranger uniquement)	
Envoi de médicaments	Frais d'envoi
Assistance en cas de vol, perte ou destruction des documents d'identité ou des moyens de paiement	Avance de fonds de 500 €
Soutien psychologique	3 appels
Garantie Téléconsultation	Accessible 24/24 et 7j/7 depuis le site internet Med&Vous (Pour en savoir plus, consulter la fiche « La téléconsultation, comment ça fonctionne ? » disponible via le mail reçu lors de votre souscription)
GARANTIES D'ASSURANCE	PLAFONDS & FRANCHISES
BAGAGES ET EFFETS PERSONNELS	
Pendant toute la durée du séjour : en cas de vol avec effraction ou agression Pendant le transport : En cas de destruction totale ou partielle, de perte pendant l'acheminement par une entreprise de transport aérien	2 000 € Franchise 25 € par dossier
Dont Objets précieux	Limités à 50% du montant de la garantie
Indemnités pour retard de livraison des bagages supérieur à 24 heures	150 €
Frais de reconstitution des documents d'identité	150 €

GARANTIES D'ASSURANCE	PLAFONDS & FRANCHISES
INDIVIDUELLE ACCIDENT DE VOYAGE	
Capital Décès	10 000 €
Capital invalidité Permanente Totale	50 000 €
RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE À L'ÉTRANGER	
dont dommages corporels et dommages immatériels consécutifs à des dommages corporels garantis	4 000 000 € / événement
dont dommages matériels et dommages immatériels consécutifs à des dommages matériels garantis	450 000 € / événement
Franchise	80 €
Responsabilité civile locative à l'étranger	100 000 € / événement
Franchise	80 €
RETARD D'AVION	
Retard aérien entraînant une rupture de correspondance, pour des raisons techniques ou atmosphériques	Versement d'une indemnité forfaitaire de 300 €



Aon France
agissant sous le nom commercial **Chapka Assurances**.
Siège social
31-35 rue de la Fédération, 75717 Paris Cedex 15
t +33(0)1 47 83 10 10
aon.fr

N° ORIAS 07 001 560
SAS au capital de 46 027 140 euros
414 572 248 RCS Paris
N° de TVA intracommunautaire : FR 22 414 572 248
Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle
conformes aux articles L.512-7 et L.512-6 du Code des assurances

CHAPKA - CAP VOLONTARIAT

ANNEXE 2 : CHAPKA CAP ASSISTANCE GARANTIES A TITRE INDICATIF



TABLEAU DES GARANTIES

CAP ASSISTANCE

POLICE MULTIRISQUE N°IB2000392FRCAO
POLICE ANNULATION N°IB2000392FRCA1 (EN OPTION)

MULTIRISQUE CONTRAT EUROP ASSISTANCE IB2000392FRCAO

PRESTATIONS D'ASSISTANCE	MONTANTS TTC* /PERSONNE
ASSISTANCE AUX PERSONNES EN CAS DE MALADIE OU BLESSURE	
Transport/Rapatriement	Frais réels
Retour des membres de la famille assurés ou d'un accompagnant assuré, et des animaux domestiques	Billet retour
Présence hospitalisation	Billet AR et 80 € / nuit (max 10 nuits)
Accompagnement des enfants de moins de 18 ans	Billet AR ou hôtesse
Poursuite du voyage	Frais de transport supplémentaires
Chauffeur de remplacement	Billet aller ou chauffeur
Prolongation de séjour	Hôtel 80€/nuit, max. 10 nuits + billet retour En cas de suspicion ou de Maladie avérée, en vue d'éviter un risque de propagation dans un contexte épidémique ou pandémique et sur décision des médecins d'Europ Assistance : durée étendue à 14 nuits et pour le Costa Rica pour un montant total maximal de 2 000 €.
Retour anticipé en cas d'hospitalisation d'un proche, du remplaçant professionnel, de la personne en charge de la garde d'un enfant mineur et/ou majeur handicapé resté au domicile	Billet retour
FRAIS MÉDICAUX	
Remboursement complémentaire des frais médicaux et avance sur frais d'hospitalisation (étranger uniquement)	
Zone 1 : Europe et Israël, Maroc, Tunisie	100 000 €
Zone 2 : Monde entier sauf zones 3 et 4	200 000 €
Zone 3 : Monde entier y compris Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Singapour, Hong Kong, Brésil, Suisse, Chine, <u>hors USA Canada</u>	300 000 €
Zone 4 : Monde entier y compris USA Canada	1 000 000 €
Urgence dentaire	300 €

PRESTATIONS D'ASSISTANCE	MONTANTS TTC* /PERSONNE
ASSISTANCE EN CAS DE DÉCÈS	
Transport de corps	Frais réels
Frais de cercueil ou d'urne	2 300 €
Retour des membres de la famille	Billet retour
Retour anticipé en cas de décès d'un proche, du remplaçant professionnel, de la personne en charge de la garde d'un enfant mineur et/ou majeur handicapé resté au domicile	Billet retour
ASSISTANCE VOYAGE	
Avant le voyage	
Information Voyage	information
Pendant le voyage	
Conseils pédiatriques	Informations médicales par téléphone (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00 - heure française)
Baby-sitter sur place	20 heures maximum
Avance de la caution pénale à l'étranger	15 000 €
Prise en charge des honoraires d'avocat à l'étranger	3 000 €
Assistance en cas de sinistre au domicile lors d'un voyage	
Retour anticipé	Billet retour
Mesures conservatoires (en France uniquement)	153 € max pour frais de déplacement/réfection
Hébergement (en France uniquement)	80 €/nuit (max 5 nuits)/personne
Retour anticipé en cas d'attentat	Billet retour
Retour anticipé en cas de catastrophe naturelle	Billet retour
Frais de recherche et de secours en mer et en montagne	
Recherche et secours en mer et en montagne	4 500 €/pers et 23 000 €/événement
Secours sur pistes balisées	10 000 €
Envoi de médicaments	Frais d'envoi
Assistance en cas de vol, perte ou destruction des documents d'identité ou des moyens de paiement	Avance de fonds de 500 €
Assistance psychologique (en France uniquement)	3 entretiens
Garantie Téléconsultation	Accessible 24/24 et 7j/7 depuis le site internet Med&Vous (Pour en savoir plus, consulter la fiche « La téléconsultation, comment ça fonctionne ? » disponible via le mail reçu lors de votre souscription)
Après le voyage	
Assistance au retour au domicile après rapatriement	
Garde d'enfant malade au domicile de l'assuré	Billet AR d'un proche ou garde à domicile 20 h max (25 €/h)
Répétiteur scolaire : en cas de rapatriement et d'hospitalisation ou immobilisation au domicile pour une durée d'au moins 2 semaines d'un enfant bénéficiaire de moins de 10 ans	A concurrence de 15 heures par semaine dans la limite d'un mois maximum

Aide-ménagère	10 heures (20 €/heure)
Confort hospitalier	Location de TV 75 € max
Garde d'animaux domestiques	Frais de garde 150 € max/sinistre

GARANTIES D'ASSURANCE	MONTANTS TTC* /PERSONNE
-----------------------	-------------------------

BAGAGES ET EFFETS PERSONNELS

Vol, destruction totale ou partielle, perte pendant l'acheminement par une entreprise de transport	3 000 €
Objets précieux : limités à 50% du montant de la garantie	1 500 €
Frais de réfection des passeports, de la pièce d'identité ou de permis de conduire en cas de vol	150 €
Indemnités pour retard de livraison des bagages > 24 heures	300 €

RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE À L'ÉTRANGER

Plafond global de garantie :	4 500 000 €/événement
dont dommages corporels et dommages immatériels consécutifs à des dommages corporels garantis	4 500 000 €/événement
dont dommages matériels et dommages immatériels consécutifs à des dommages matériels garantis	300 000 €/événement

INDIVIDUELLE ACCIDENT DE VOYAGE

Capital Décès	10 000 €/personne
Invalidité Permanente Totale	50 000 €/personne

AVION MANQUÉ

Avion manqué	80% du coût total du billet
--------------	-----------------------------

FRAIS D'INTERRUPTION DE SÉJOUR

Remboursement des prestations de séjours (hors transport) non utilisées en cas de rapatriement médical ou de retour anticipé	Au prorata temporis avec un maximum de 7500 € max./personne et 35 000 € max./événement
--	--

RETARD D'AVION

Sur vol régulier aller et/ou retour : retard > 3 heures Sur vol charter aller : retard > 6 heures	Indemnité forfaitaire de 250 € / personne
--	---

RETOUR IMPOSSIBLE

Prise en charge sur justificatifs des frais d'hébergement, de repas et d'effets de première nécessité en cas de retour impossible au-delà de sa date de retour initialement prévue	
Plafond global de garantie	1 000 €

CHAPKA - CAP ASSISTANCE - Police Multirisque N°IB2000392FRCAO - Police Annulation N°IB2000392FRCA1

Dont frais d'hébergement

80 € par nuitée et par personne
avec un maximum de 3 nuits

VÉHICULE DE REMPLACEMENT

Accident, incendie, vol du véhicule de l'assuré
Mise à disposition d'un véhicule de remplacement

4 jours maxi

ANNULATION EN OPTION CONTRAT EUROP ASSISTANCE IB2000392FRCA1

GARANTIES D'ASSURANCE	MONTANTS TTC*/PERSONNE
ANNULATION DE VOYAGE (EN OPTION)	
Frais d'annulation	Selon conditions du barème des frais d'annulation 8 000 € max./personne et 40 000 € max./événement
Décès/Hospitalisation	Franchise 20 €
Autre motif médical	Franchise de 10% avec un minimum de 35 € par personne
Annulation pour toutes causes justifiées	Franchise de 20% avec un min. de 50 € par personne

* Taux applicable selon la législation en vigueur



Aon France
agissant sous le nom commercial **Chapka Assurances**.
Siège social
31-35 rue de la Fédération, 75717 Paris Cedex 15
t +33(0)1 47 83 10 10
aon.fr

N° ORIAS 07 001 560
SAS au capital de 46 027 140 euros
414 572 248 RCS Paris
N° de TVA intracommunautaire : FR 22 414 572 248
Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle
conformes aux articles L512-7 et L512-6 du Code des assurances

CHAPKA - CAP ASSISTANCE - Police Multirisque N°IB2000392FRCA0 - Police Annulation N°IB2000392FRCA1

ANNEXE 3 : AVI INTERNATIONAL « ASSURANCE MARCO POLO TOUR DU MONDE » GARANTIES A TITRE INDICATIF



Tableau des Garanties

GARANTIES D'ASSISTANCE	Montants et plafonds
Assurance des frais médicaux	Maximum en Europe : 100 000 € /assuré Maximum monde entier : 300 000 € /assuré Maximum monde entier senior à partir de 61 ans : 100 000 € /assuré
Franchise	35 €/dossier
Nombre d'intervention	Illimité pendant la durée de validité
Dont Rééducation, kinésithérapie, chiropractie	Frais réels dans la limite de 10 séances
Suite à accident	
Dont Soins dentaires d'urgence	Maximum 150 €/assuré
Frais dentaires consécutifs à un accident (y compris dans le pays de domicile)	Maximum 500 € / dent /assuré-
Dont Frais d'optique (lunettes/lentilles) consécutifs à un accident	Maximum 400 €/assuré
Frais médicaux dans le pays du domicile habituel suite à un rapatriement dû à un accident	Maximum 1 500 € dans la limite de 30 jours et après intervention de la Sécurité Sociale et Mutuelle
Rapatriement médical	Frais réels
Envoi d'un médecin sur place à l'étranger	Frais réels
Envoi de médicaments à l'étranger	Frais d'envoi
Prolongation de séjour Assuré	75 €/ nuit/assuré Maximum 525 €
Prolongation de séjour de l'accompagnant	75 €/ nuit/assuré Maximum 525 €
Retour au domicile après consolidation	Billet retour

Marco Polo France - N° 9890802 – Sept 2021



Retour d'un accompagnant assuré	Billet retour
Visite d'un proche en cas d'hospitalisation	
En cas d'hospitalisation > 5 jours	Billet aller/retour pour une personne : 2 000 € maximum
Frais d'hébergement	75 €/nuits/personne Maximum 525 €
Rapatriement en cas de décès	
Transport	Illimité
Frais de cercueil	2 000 €/assuré
Présence d'un proche en cas de décès	
Billet	Billet aller/retour pour une personne : 2 000 € maximum
	75 €/nuit/personne
Hébergement	Maximum 525 €
Retour anticipé	
	Billet retour ou billet aller/retour si séjour supérieur à 5 mois
	Maximum 10 000 € /assuré
Assistance en cas de perte ou de vol de papiers ou des moyens de paiement à l'étranger	
Conseil et envoi	Frais réels
Avance de fonds	1 000 €
Réfection des papiers	200 €/assuré
Transmission de messages urgents	Frais réels
Assistance juridique à l'étranger	
Avance de la caution pénale	7 500 €
Frais d'avocat	3 000 €
GARANTIES D'ASSURANCE	
Perte vol ou détérioration de bagages	2 000 €/assuré 300 €/objet
Objets de valeur Sans franchise	Maximum par Objet de valeur 300 €
Frais de recherche et de secours	2 000 €/assuré 15 000 €/événement
Individuelle Accidents Décès	Maximum par assuré 15 000 €

Marco Polo France - N° 9890802 – Sept 2021



Invalidité Permanente	Maximum par assuré (moins de 61 ans) : jusqu'à 75 000 € Maximum par assuré (plus de 61 ans) : jusqu'à 15 000 € Franchise en cas d'invalidité : NEANT
Responsabilité Civile <u>Assurance responsabilité Civile vie privée</u> Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus	750 000 € par sinistre
Dont dommages matériels et immatériels consécutifs	450 000 € par Assuré
Dont les Dommages causés aux biens mobiliers listés dans l'inventaire annexé au contrat de location	10 000 € par sinistre
<u>Défense et recours</u>	20 000 € par litige avec un seuil d'intervention à 380 €

Engagement maximum par contrat et par événement : si plusieurs Assurés sont indemnisés dans le cadre d'un même événement, le montant total des prestations servies par AXA Assistance ne pourra pas dépasser 20.000.000 € TTC par événement toutes prestations et tous Assurés confondus. Si le montant total des prestations excède ce plafond global, les prestations seront servies aux Assurés dans la limite de ce plafond, chaque Assuré étant alors indemnisé à due proportion de la part que représente son sinistre sur le montant total des sinistres subis du fait de cet événement par les autres Assurés de ce contrat.



Où suis-je couvert(e) ?

- ✓ Les garanties sont accordées dans le monde entier à l'exception des pays, régions déconseillées par le Ministère des Affaires Étrangères de Votre PAYS DE DOMICILIATION et/ou LIEU DE SEJOUR et/ou l'Organisation Mondiale de la Santé.
- ✓ Les garanties d'assurance individuelle accident et responsabilité civile ne couvrent pas les accidents survenus en Iran, à Cuba, en Corée du Nord, En Syrie, au Venezuela, en Biélorussie et à Sébastopol/Région de Crimée.



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité du contrat d'assurance ou de non garantie :

A la souscription du contrat :

Répondre exactement aux questions posées par l'assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque lui permettant d'apprécier les risques qu'il prend en charge.

Fournir tous documents justificatifs demandés par l'assureur.

Régler la cotisation (ou fraction de cotisation) indiquée au contrat.

En cours de contrat :

Déclarer toutes circonstances nouvelles ayant pour conséquence d'aggraver les risques pris en charge soit d'en créer de nouveaux.

En cas de sinistre :

Déclarer tout sinistre de nature à mettre en jeu l'une des garanties dans les conditions et délais impartis et joindre tous documents utiles à l'appréciation du sinistre.

Informez des garanties éventuellement souscrites pour les mêmes risques en tout ou partie auprès d'autres assureurs, ainsi que tout remboursement que vous pourriez recevoir au titre d'un sinistre.

Retourner le dossier d'indemnisation complet ainsi que la copie du contrat et/ou les documents justificatifs nécessaires et spécifiques à chaque garantie.



Quand et comment effectuer les paiements ?

Le montant de votre prime doit être payé auprès de l'Assureur au plus tard à la date de votre inscription au voyage.



Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

Les garanties d'assistance prennent effet à la date de départ et cessent automatiquement leurs effets à la date de retour indiquées sur les conditions particulières sauf en cas de retard du transporteur et en cas de stipulation contractuelle contraire expresse.

Les garanties d'assurance « Assurance des Frais médicaux », « Frais de recherche et de secours », « Perte, vol ou détérioration de Bagages », « Individuelle accidents » et « Responsabilité civile » prennent effet à la date de départ ou de début de votre séjour et cessent automatiquement leurs effets à la date de retour ou de fin du séjour indiquées sur les conditions particulières.



Comment puis-je résilier le contrat ?

Le contrat prendra fin automatiquement à son terme.

Toutefois, si le contrat a une durée supérieure à un mois et qu'il a été souscrit à distance (internet ou téléphone), l'assuré bénéficie de la faculté de renonciation prévue par l'article L 112-2-1-II-3° du Code des assurances en cas de souscription à distance ou de la faculté de renonciation prévue par l'article L112-10 du même code en cas d'assurances multiples. L'assuré peut renoncer à son contrat dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la date souscription.